

LA CONSOMMATION

LE LAIT—LA MAJORATION POSSIBLE DES PRIX DANS L'ONTARIO

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme deux laiteries d'Ontario vont augmenter le prix du lait de 2c. la pinte, et compte tenu de l'importance du lait dans le régime alimentaire des Canadiens, quelles mesures le ministre se propose-t-il de prendre pour protéger le consommateur?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, avec votre permission, je devrais, je pense, rappeler à la représentante que le gouvernement du Canada n'a pas l'autorité constitutionnelle voulue pour imposer des contrôles sur les prix des biens et services, sauf en cas d'urgence nationale. Au niveau fédéral, comme je l'ai dit maintes fois à la Chambre, nous comptons sur les forces de la concurrence. Si nous avons la preuve que les prix sont maintenus artificiellement, alors on peut s'attendre que le directeur des enquêtes et recherches mènera une enquête statutaire.

Mme MacInnis: Comme question supplémentaire, le ministre consultera-t-il son collègue, le ministre de l'Agriculture, pour savoir quel pourcentage de l'augmentation ira aux producteurs laitiers?

L'hon. Michael Starr (Ontario): Comme question supplémentaire, monsieur l'Orateur, j'aimerais que le ministre nous dise, en quelques mots, quelle est la fonction exacte de son ministère?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. A mon avis, il faudrait plus que quelques mots, et la réponse ne devrait pas être donnée maintenant.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Puis-je poser une autre question supplémentaire? Étant donné que l'une de ses fonctions aux termes de la loi est de faire enquête sur les augmentations de prix et de publier les résultats, le ministère étudie-t-il la majoration du prix du lait et produira-t-il un rapport si une enquête a lieu?

L'hon. M. Turner: Il incombe au directeur des enquêtes et recherches aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions d'examiner toutes les fluctuations de prix qui

lui sont signalées et sans aucun doute il s'acquittera de ses fonctions.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre jusqu'à quel point les choses devront empirer pour qu'il y ait urgence nationale?

L'HABITATION

LES TAUX D'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS ET LES HYPOTHÈQUES DE LOGEMENTS SOCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor. Le ministre ou le gouvernement envisagent-ils de majorer les taux d'intérêt applicables aux prêts aux étudiants et aux entreprises de logements sociaux?

L'hon. E. J. Benson (président du Conseil du Trésor): Pas que je sache, monsieur l'Orateur.

L'AGRICULTURE

LA PÉNURIE DES HERBICIDES CONTRE LA FOLLE AVOINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. D. McLelland (Rosetown-Biggar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Son ministère a-t-il fait enquête au sujet de la prétendue pénurie d'herbicides utilisés pour détruire la folle avoine comme l'avadex, (*Exclamations*)... et, si oui, le ministère tente-t-il de remédier à la situation, par exemple en autorisant la recherche pour la mise au point de nouveaux produits susceptibles d'obtenir une licence et d'être vendus aux agriculteurs?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les membres du cabinet sont beaucoup trop mûrs pour se soucier de folle avoine, mais je vais examiner la question.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à cet homme mûr, le ministre de l'Agriculture. Lorsqu'il aurait déclaré en fin de semaine dernière qu'en abandonnant l'OTAN le Canada pourrait affecter plus d'argent à l'aide extérieure, parlait-il de politique ministérielle?

M. l'Orateur: A l'ordre. Comme le député le sait, on ne peut poser une question en ces termes.